

Comité national d'orientation et d'évaluation des Cités éducatives

Compte-rendu de la séance d'installation

Mardi 26 novembre 2019
Assemblée nationale – Salle Colbert



Présents : Nadir ADRAR ; Agnès BATHIANY ; Damien BERTHILIER ; Etienne BUTZBACH ; Aïsseta CISSE ; Patrick CURMI ; Chantal DARDELET ; Thibault de SAINT PÔL ; Carla DUGAULT ; Ilham GREFI ; Zaïr KEDADOUCHE ; Inès LAKEHAL ; Gérard LEGRAND ; Somalina PA ; Frédéric PAIRAULT ; Jean-Marie PANAZOL ; Philippe RIO ; Thibault SAUVAGEON ; Annie TOBATY ; Roger VRAND ; Philippe WUILLAMIER ; Sylvie CHARRIERE ; Raphaële d'ARMANCOURT ; Elisabeth MARSAN (PEEP)

Excusés : Patrice ELOY ; Matthieu CAHN ; Rozenn MERRIEN ; Gérard POMMIER ; Jules DONZELOT ; Joëlle BORDET ; Camille DOMBRET ; Huguette BELLO ; Anne-Marie FAUVET ; Florence LEFEBVRE ;

Absents : Pauline DOMINGO ; Stanislas DEHAENE ; Sandrine ABOUBADRA-PAULY ; Philippe MOULIA

La présidente **Sylvie Charrière, députée de Seine-Saint Denis**, a ouvert la séance en présentant le programme partenarial des cités éducatives, voulu par le Président de la République et le gouvernement, dans le cadre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers populaires en juillet 2018.

Elle a demandé à **Vincent Léna**, coordonnateur interministériel, de faire un point sur le déploiement du programme. Les 80 territoires labellisés sont en train de finaliser leurs plans d'actions 2020-2022, et les préfetures ont enregistré au 15 novembre une première version, concertée avec les partenaires, actuellement en discussion à l'échelon régional. Ce n'est qu'à partir du 13 décembre que nous prendrons connaissance au plan national des projets, une fois les actions priorisées et enrichies en lien avec les recteurs et les préfets de région. Les membres du CNOE pourront consulter les projets sur la plateforme numérique, pour compléter leur information personnelle.

Les échanges intenses et les nombreux déplacements de terrain de l'équipe de coordination (**Thierry Tesson**, Inspecteur d'académie chargé de mission à la DGESCO, **Christine Abrossimov**, administratrice générale des affaires sociales, **Claire de Rességuier**, CGET) nous laissent penser que la plupart des projets sont de grande qualité, et que la démarche englobante des cités éducatives (0-25 ans, école-famille-territoire) a été bien comprise, tout en faisant apparaître des priorités fortes.

Sylvie Charrière a ensuite présenté la feuille de route du Comité national d'orientation et d'évaluation, qui consiste à « éclairer » les acteurs des cités éducatives et faire des recommandations aux pouvoirs publics.

Le rôle du comité national d'orientation et d'évaluation

Le Comité national d'orientation et d'évaluation des Cités Educatives rassemble des experts du monde éducatif, associatif et des collectivités locales, ainsi que des usagers. Il définit en début d'année son programme annuel de travail, en lien avec les ministères en charge de la politique de la Ville et de l'Education nationale et de la jeunesse. Il se réunit quatre fois par an en plénière. A l'initiative de la présidente, un bureau et des groupes de travail pourront préparer ces séances dans l'intervalle.

L'objet du comité consiste à éclairer le programme des Cités Educatives sur toute la durée de l'expérimentation. Il fait des recommandations sur les objectifs et l'économie générale de la démarche, en prenant appui sur des avis d'experts et les expériences du terrain, notamment pour valoriser les bonnes pratiques comme la qualité de l'implication des partenaires.

Il s'attachera particulièrement à accompagner les travaux d'évaluation du programme, qu'il s'agisse des évaluations nationales ou des dispositifs locaux d'observation et de suivi. Les programmes d'études des ministères prendront en compte les priorités thématiques annuelles du comité.

En lien avec la DGESCO et le CGET, qui assurent le secrétariat permanent, avec la coordination interministérielle du programme, il élabore chaque année le rapport public annuel défini par la circulaire du 13 février 2019. Ce rapport permettra de faire le point sur le déploiement du dispositif dans les territoires, de faire état des dispositifs d'évaluation et de

leurs résultats, et de faire des recommandations aux pouvoirs publics sur les thèmes ayant fait l'objet de travaux du comité.

Les réunions du CNOE peuvent s'organiser sur le principe d'audition d'experts menant ou ayant mené des travaux sur le programme ou bien celui de présentations de projets de Cités Éducatives répondant, dans leur programme d'action, aux thèmes choisis par les membres du comité. Les débats feront l'objet d'un compte-rendu publié sur la plateforme des Cités Éducatives.

Présentation des membres du CNOE

Les membres du CNOE se sont ensuite présentés, en insistant sur les enjeux ou les thèmes de travail qui leur paraissent importants :

Carla Dugault (FCPE) sur la pierre angulaire des parents dans la coopération éducative ; **Jean-Marie Panazol** (Canopé) sur la nécessité d'entrer en dialogue avec les territoires ; **Nadir Adrar** (Sarcelles, CNV) sur le paradoxe d'un dispositif exceptionnel pour ce qui devrait être du droit commun ; **Ilham Grefi** (Toulouse, CNV) sur l'enjeu de la coordination, par exemple avec Pôle emploi ou la police, et de la communication auprès des habitants ; **Thibault de Saint Pôl** (INJEP) sur les outils disponibles, la méthode et l'expertise pour contribuer à l'évaluation du programme ; **Frederick Pairault** (CNAJEP, ANACEJ) pour rappeler l'engagement des associations d'éducation populaire (et de la parole des enfants et des jeunes) ; **Inès Lakehal** (Grigny) témoignant du parcours d'une lycéenne issue d'une scolarité en REP+ et souhaitant porter la parole des cités éducatives à ses pairs ;

Philippe Rio (Ville et Banlieue) a évoqué l'intérêt des élus de banlieue et la nécessité de croiser les bonnes pratiques, **Chantal Dardelet** (BGE-BBZ) insistant sur l'engagement des étudiants au travers des Cordées de la réussite et du réseau BBZ ; **Annie Tobaty** (ex-IGEN, AFAE) sur la dimension horizontale et « réticulaire » du concept de cité éducative notamment au travers du réseau des partenaires qu'il serait important d'évaluer ; **Etienne Butzbach** (Prisme, ex-CNESCO) abordant l'enjeu de la mixité sociale, sous-jacent au projet des cités éducatives ; **Agnès Bathiany** (CAP, PEP) l'enjeu de promouvoir un modèle inclusif d'éducation et de passer de la « coordination » des acteurs à la « participation » de tous ; **Damien Berthilier** et **Imène Ben Cheikh** (Réseau Français des Villes Educatrices, Orly) ont insisté sur la nécessité de ne pas désinvestir les PEdT et de laisser du temps à la concertation locale ; **Somalina Pa** (110 bis) mentionnant l'innovation et les Tiers Lieux éducatifs ;

Philippe Wuillamier (DEPP) est intervenu sur les outils locaux d'évaluation et l'enjeu de l'évaluation nationale ; **Patrick Curmi** (président de l'Université d'Evry, CPV) sur le moment de rupture de l'entrée dans l'enseignement supérieur et la « métrologie » à mettre en place pour accompagner les élèves et les étudiants fragiles ; **Zaïr Kedadouche** (IGEN) sur l'enjeu pour le CNOE d'être à la fois « au-dessus et proche » ; **Aïsseta Cissé** (Génération II – Evry, CPV) mentionnant notamment le sujet des jeunes « sans orientation » et celui de l'alternance ; **Gérard Legrand** (proviseur LP Nantes, CPV) a insisté sur la confiance à faire aux spécialistes que sont les enseignants et sur le levier éducatif de la pratique sportive ; **Roger Vrand** (IGEN) sur l'enjeu de l'évaluation des établissements et des élèves ; **Thibault Sauvageon** (Esper) s'interrogeant sur la manière d'impliquer les enseignants dans l'ambition des cités éducatives ; **Elisabeth Marsan** (PEEP) sur le soutien à la parentalité et **Raphaële d'Armancourt** (USH) témoignant de l'engagement des bailleurs sociaux en faveur de la mixité et de la disponibilité de l'USH pour contribuer à évaluer les résultats du programme.

Intervention des ministres

Les ministres sont ensuite intervenus pour rappeler l'importance qu'ils accordent à ce programme emblématique, expérimental, et à son évaluation, puis ont échangé avec les membres du CNOE

Julien Denormandie, ministre de la Ville et du Logement, a insisté sur les défis de la politique de la ville (sécurité, réussite républicaine, qui passe par l'éducation et l'accès à l'emploi), qui mobilise tous les départements ministériels, à l'exemple de l'Education nationale dans ce programme emblématique des cités éducatives. Il a aussi insisté sur la dimension partenariale (Paul Valéry et l'éducation qui ne s'arrête pas aux frontières de l'école) et de la gouvernance, l'originalité de chaque projet territorial / la singularité du territoire, et sur l'agilité nécessaire à trouver pour accompagner chaque enfant. Il a également rappelé, à l'occasion de l'incendie criminel d'un équipement éducatif à Chanteloup-les-Vignes, que l'éducation était avant tout une raison d'espérer dans l'avenir. Le ministre a également évoqué le caractère incontournable de la médiation scolaire, et l'enjeu de l'apprentissage et de l'emploi, pour prolonger l'action des cités éducatives.

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse, a présenté les cités éducatives comme une triple réponse à : la dimension systémique du temps de l'enfant (lien avec le temps périscolaire et extrascolaire, inégalité première à l'entrée dans le langage), la vision systémique dans l'espace (l'école-sanctuaire n'est pas une citadelle, et doit rayonner sur l'extérieur) ; la logique de projet, qui doit permettre d'emmener toute une communauté (parents, enseignants, enfants...) et d'évaluer les résultats. En insistant sur l'investissement immatériel que représente l'organisation d'une cité éducative, il a évoqué l'« effet de halo » que produit ce programme emblématique sur d'autres territoires (ex : Gagny) et sur sa dimension itérative permettant de diffuser les bonnes pratiques (ex. « Mallette des parents », dont l'impact sur le présentisme des élèves est avéré ; formation des principaux de collège tête de file, « pilotes des cités éducatives »).

En réponse à des questions, les ministres ont insisté sur le caractère enthousiasmant de ce programme, qui nous remet à l'offensive pour réactualiser la promesse républicaine de l'école « moins abîmée qu'on ne le dit » (JMB), pour « donner envie », et sur la nécessité de faire toute leur place aux parents et de focaliser les acteurs sur un seul critère d'évaluation : « être utile pour l'enfant » (JD)

Sylvie Charrière donne rendez-vous aux membres le **mercredi 29 janvier après-midi**. Cette prochaine réunion sera entre autres consacrée à l'élection d'un bureau (2 membres par collège) et à la détermination des axes d'un rapport annuel.

Contact : citeseducatives@cget.gouv.fr